
Chili, Argentine, la disparition en héritage : une identité de la résilience

Chili en Argentinië, de verdwijning als erfenis: veerkracht als identiteit

Amandine Cerutti



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/temoigner/8984>

DOI : 10.4000/temoigner.8984

ISSN : 2506-6390

Traduction(s) :

Chili en Argentinië, de verdwijning als erfenis: veerkracht als identiteit - URL : <https://journals.openedition.org/temoigner/8994> [nl]

Éditeur

Éditions du Centre d'études et de documentation de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz

Édition imprimée

Date de publication : 2 avril 2020

Pagination : 114-121

ISBN : 978-2-930953-12-0

ISSN : 2031-4183

Référence électronique

Amandine Cerutti, « Chili, Argentine, la disparition en héritage : une identité de la résilience », *Témoigner. Entre histoire et mémoire* [En ligne], 130 | 2020, mis en ligne le 25 juillet 2022, consulté le 12 avril 2025. URL : <http://journals.openedition.org/temoigner/8984> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/temoigner.8984>



Chili, Argentine, la disparition en héritage : une identité de la résilience

→ **Amandine Cerutti**
Université de Limoges
ALEC (Amérique Latine
Europe Caraïbes)

Amérique du Sud des années 1970, dans un contexte de guerre froide et de diabolisation de toutes formes d'idéologies liées au marxisme-guévarisme, a été marquée par une violence politique sans précédent. Le Chili et l'Argentine, où détentions clandestines, tortures et assassinats se sont multipliés dès 1973, en sont le paradigme.

Les coups d'État du 11 septembre 1973 (Chili) et du 24 mars 1976 (Argentine) restent – et resteront – profondément imprégnés dans les mémoires latino-américaines. Ces deux dates ont en effet marqué le commencement d'un cycle de violences extrêmes, systématiques, institutionnalisées et dissimulées : le cycle du terrorisme d'État et des « disparitions forcées ». Des dizaines de milliers de disparus habitent désormais l'imaginaire collectif du cône sud-américain. Leurs fils et leurs filles, aujourd'hui adultes, ont dû se construire à partir de tout ce qu'a impliqué la disparition : deuil impossible, absence-présence douloureuse et contradictoire du ou des parent(s), non-dits, incertitude, impunité, reconnaissance tardive des disparus d'un point de vue sociétal, pour ne citer que les principales problématiques inhérentes à leur quotidien. Si la disparition forcée a des conséquences dévastatrices sur tout un noyau familial et si l'on peut y observer certaines constantes (plus particulièrement en ce qui concerne les enfants « deuxième génération », il existe bien entendu autant de réalités que de victimes des disparitions. Un lourd héritage identitaire découle, par conséquent, de ce que l'on nomme aujourd'hui en Amérique latine le « crime des crimes » (expression par laquelle l'activiste argentine Nora Cortiñas, mère d'un disparu, qualifie les disparitions forcées). À partir d'un travail de terrain réalisé dans ces deux pays, nous verrons comment le développement de stratégies résilientes entre en dialogue permanent avec la consolidation d'une identité individuelle et collective. Afin de bénéficier d'une approche plus complète de cette thématique, nous vous invitons également à consulter la thèse que nous avons consacrée à ce sujet¹.

(1) <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01635240/document>

DISPARITION FORCÉE ET IDENTITÉ

Nous insistons, avec Ronnie Bonomelli et Angela Fedi, sur le fait que la notion d'identité est tout aussi fascinante que difficile à traiter, en particulier dès lors que l'on tente de dépasser l'analyse de sa dimension individuelle pour s'intéresser à sa dimension sociale, interactive et aux rapports entre personnes, groupes et structures. Si toute expérience traumatique individuelle peut considérablement mettre à mal l'identité de l'être humain qui la vit, les expériences collectives (guerres civiles, conflits armés, dictatures, crimes de masse...) auront un impact identitaire encore bien plus conséquent sur les populations qui les subissent. Nous pouvons considérer la disparition forcée de personnes comme l'une des expériences collectives les plus traumatiques, au vu de toute la signification implicite de cette expression. D'un point de vue étymologique et linguistique, le verbe « disparaître » fait référence, de façon inhérente, à l'incertitude et à l'imprécision : « cesser de paraître, d'être visible », « par extension, cesser d'être, d'exister », « être éclipsé, effacé », « se retirer, s'éloigner », « venir à manquer subitement, en parlant des personnes. » Le terme de « disparu » répond, quant à lui, la définition suivante : « qui ne paraît plus, qui n'est plus visible » (Littré). D'où la complexité de ces concepts, qui de prime abord peuvent pourtant sembler simples. Les disparus, parce qu'ils ne sont *plus visibles, n'existent plus*. Ils *n'existent plus*, mais ne sont pas *morts* pour autant, dans la mesure où leur décès n'est jamais reconnu et où leurs corps sont introuvables. Leur sort est donc fondé sur une grande ambivalence entre la vie et la mort, sur le mystère et l'incertitude. C'est pourquoi nous pouvons parler d'une absence-présence permanente des disparus, en particulier au sein de leur cercle familial. Dissous par une répression silencieuse, ils ne sont *plus là*, et pourtant terriblement présents.

Dans le cône sud-américain, le mot « disparition » représente donc seulement, pour ainsi dire, « la partie visible de l'iceberg ». Les nombreux témoignages recueillis au Chili et en Argentine depuis les années noires permettent en effet de connaître sa « partie invisible » et de lui donner, aujourd'hui, une réelle signification. Toute personne informée de l'histoire récente peut prendre conscience de tout ce que ce terme signifie : enlèvement, détention arbitraire dans un lieu gardé secret, privation des droits et libertés fondamentales, interrogatoires, violences et tortures systématiques, déshumanisation, extermination, privation de sépulture, occultation, impunité.

Une définition des Nations unies nous permet en ce sens de considérer cette expression dans sa dimension juridique : « On entendra par "disparition forcée" l'arrestation, séquestration, ou toute autre forme de privation de liberté exercée par des agents de l'État, ou par des personnes ou groupes de personnes agissant avec l'autorisation, le soutien ou l'acquiescement de l'État, suivie du refus de reconnaître ladite privation de liberté ou bien de l'occultation du sort ou de l'endroit où se trouve la personne disparue, en la soustrayant ainsi à la protection de la loi. »

D'où la justesse de l'expression choisie par Nora Cortiñas, mère de la place de Mai, lorsqu'elle la qualifie de « crime des crimes ». L'héritage identitaire qu'il sup-

pose pour la « deuxième génération » est puissant, et la complexité des disparitions réajailit nécessairement sur la construction identitaire des descendants des victimes.

– 5 septembre 2014 :
Rassemblement autour de
l'activiste Nora Cortiñas
sur la place de Mai, après
la ronde hebdomadaire
du jeudi



© Amandine Cerutti

D'UNE RÉSILIENCE INDIVIDUELLE À UNE RÉSILIENCE COLLECTIVE

Tout processus identitaire suppose de se bâtir lentement, progressivement et le plus souvent difficilement, au gré des épreuves de vie qui viennent ébranler cette identité. Grandir dans l'absence-présence d'un parent disparu sous un régime dictatorial est nécessairement une épreuve des plus extrêmes. À la difficulté de comprendre les disparitions et de pouvoir obtenir des informations à leur sujet vient s'ajouter la difficulté d'être privé brutalement d'un père, d'une mère, ou des deux parents. Ana Cortiñas, épouse de Gustavo Cortiñas, disparu depuis le 15 avril 1977 à Morón (Argentine), et mère de Damián Cortiñas (âgé de deux ans au moment de la disparition de son père) résume bien toute la difficulté pour l'enfant d'un disparu d'être confronté à cette problématique : « Comment expliquer une disparition à un enfant si les adultes eux-mêmes sont incapables de la comprendre ? »

Fils et filles de disparus devront donc passer, individuellement et tout au long de leur vie, par différents processus de recherche mémorielle du parent tellement absent et présent à la fois : récupération de souvenirs (par le biais de personnes proches du disparu ou ayant pu le côtoyer en détention), processus d'identification, d'idéalisation, mais aussi de désidéalisation et de recherche du disparu dans toute

son humanité, y compris dans ses imperfections. Les recherches autour du disparu sont infinies. Où a-t-il été détenu ? Pour quelle durée ? Avec qui était-il ? Qui sont les responsables de sa détention et disparition ? Où se trouve son corps ? D'innombrables questions, dont les réponses, le plus souvent, restent hypothétiques. Ceux qui parviennent à obtenir des réponses précises au sujet de leur parent disparu (témoignages, identification du corps ou d'ossements par ADN) se considèrent, de ce fait, comme « privilégiés », pour reprendre le témoignage de Cristián Weibel, fils de disparu, que nous avons rencontré au Chili.

La disparition forcée de personnes prétend effacer l'existence et anéantir la mémoire même de celles et ceux qui en sont victimes. L'élaboration de mémoires solides (individuelles et collectives) va alors apparaître comme la seule véritable alternative pour tenter de restructurer les identités mises à mal par ces expériences traumatiques extrêmes. La mémoire en tant qu'exercice de remémoration (il s'agit d'une mémoire dynamique, en construction permanente) entre alors en relation avec la notion d'identité individuelle et collective (Kordon, Edelman, 2007). En défendant leur mémoire, les familles de détenus-disparus participent ainsi à la reconstruction d'une identité individuelle, groupale et sociétale. Les psychologues Diana Kordon et Lucila Edelman insistent sur la puissance de ces dimensions identitaires chez les fils et filles de disparus : la confrontation d'un individu à une situation traumatique ou à une perte hautement significative (deuil ou deuil symbolique), vient accroître sa nécessité d'appartenance. Ainsi, faire partie de certaines sphères devient une stratégie résiliente qui peut permettre à l'individu de renforcer le sentiment qu'il possède de son identité, dans la mesure où sentiment d'appartenance et construction identitaire entretiennent un lien étroit (Kordon, Edelman, 2007).

Les « mémoires souffrantes » des fils et filles de détenus-disparus intègrent ainsi des événements tragiques qui, unis et « mis en saillance », vont conforter leur sentiment d'appartenance et, de ce fait, leur identité individuelle et collective. Au gré de nos entretiens, au Chili comme en Argentine, nos témoins ont régulièrement fait mention de ce sentiment de partager « une même histoire » et de former une réelle communauté en tant que familles de victimes et plus particulièrement en tant que fils et filles de disparus. Les mémoires individuelles, devenues le reflet d'une mémoire collective, ont tissé un sentiment de fraternité. Parce qu'ils ont une expérience de vie similaire, la sphère d'appartenance qu'ils ont formée est celle de *ceux qui peuvent se comprendre presque sans mots* (Delannoy, Vallée, 2012). Ils deviennent « frères et sœurs d'histoire », pour reprendre l'expression que Natalia Chanfreau a employée lors de notre échange au Chili :

Je crois qu'il existe une identité collective chez les fils et filles de disparus. C'est tout à fait cela. Et même si certains d'entre nous ne se voient pas ou sont plus ou moins proches, nous avons dans tous les cas une histoire qui nous a fait créer des liens solides entre nous. En 1989 nous avons fait partie d'un groupe, les « jeunes familles de victimes de la

répression », ou JFVR. De ce groupe, j'ai aujourd'hui gardé contact avec des personnes auxquelles je tiens énormément. Et plus tard, avec l'Association de Familles de Victimes (AFVD), nous avons formé un autre groupe de fils et de filles de disparus, sur le modèle argentin. Nous savons très bien ce que chacun de nous ressent. Nous n'avons pas besoin d'expliquer quoi que ce soit, c'est la même chose, avec des nuances, mais principalement c'est la même situation. Nous avons des espoirs similaires et cela nous rapproche, bien sûr. Nous avons plus ou moins le même âge, nous avons plus ou moins de souvenirs avec nos parents disparus, mais en définitive aucun de nous n'a grandi avec eux, certains un peu plus, d'autres moins, certains avaient un an au moment de la disparition, d'autres deux ans, ou trois, quatre, cinq, six, mais quoi qu'il en soit, nous les avons rapidement perdus. Et donc, cela nous rapproche, nous sommes frères.

– Marche pour les
disparus, Santiago du Chili,
8 septembre 2013

Natalia Chanfreau Hennings, Santiago,
7 octobre 2013, traduit par nos soins.



UN RÔLE SOCIAL PUISSANT : VERS UNE RÉSILIENCE SOCIÉTALE

Nous avons constaté dans les deux pays un activisme très puissant chez nos témoins en termes d'élaboration d'une mémoire collective. Au Chili comme en Argentine, les actions sociales et mémorielles de victimes directes et indirectes de la répression équivalent, selon la psychologue Juana Kovalskys, à la « présence d'un témoin vivant » : un témoin dont la présence peut avoir des effets réparateurs sur l'ensemble d'une société. La reconnaissance sociale de ce témoin a un impact très positif sur lui-même, en tant qu'individu et victime, mais aussi sur la société à laquelle il appartient :

Aujourd'hui, bien des années plus tard, on passe d'une mémoire individuelle à une mémoire collective, parce que le fait de pouvoir socialement écouter, regarder, recueillir et reconnaître les horreurs qui se sont produites a un impact psychique extrêmement réparateur



de notre point de vue. C'est ce que nous nommons la « présence d'un témoin vivant ». Ce que la personne a vécu est reconnu. Il y a un lien avec la mémoire sociale.

Juana Kovalskys, 4 octobre 2013, Santiago du Chili.

Depuis le milieu des années 1990, les associations de fils et filles de disparus créent ainsi les conditions sociales pour élaborer collectivement le traumatisme psychosocial généré par le terrorisme d'État. Elles dénoncent la profonde fracture générationnelle causée par cette politique et illustrent une volonté de bâtir simultanément mémoire et identité collectives par le biais de différents mouvements sociaux, dans les deux pays.

En Argentine, le plus important de ces mouvements porte le nom de HIJOS : *Hijos por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio* (Fils et filles pour l'Identité et la Justice contre l'Oubli et le Silence). Le mouvement HIJOS, dont les sigles sont particulièrement significatifs et font pleinement allusion à la génération des enfants des victimes de la répression, naît en 1995, à près de vingt ans du coup d'État. Une période qui coïncide avec l'arrivée à l'âge adulte de la génération des fils et filles des victimes : leur sentiment d'identité collective s'accroît et ils commencent à apparaître sur la scène sociale. La naissance du mouvement coïncide également avec une période d'impunité, et traduit une puissante volonté de justice sociale de la part des descendants de victimes. L'association HIJOS est aujourd'hui particulièrement active dans toutes les provinces argentines et existe également de façon internationale : dans différents pays d'Amérique latine (notamment au Chili) mais aussi en Europe et plus particulièrement en Espagne, en Italie et aux Pays-Bas. Dans

des pays tels que le Mexique, le Guatemala ou la Colombie, le mouvement HIJOS existe aussi afin de représenter les fils et filles de personnes disparues ou assassinées dans un contexte de violence politique, y compris au XXI^e siècle.

Dans les pays du Cône Sud, HIJOS s'engage à réaliser différentes activités mémorielles (conférences, témoignages, hommages aux disparus), souvent activement relayées par les médias : radio, presse, internet, réseaux sociaux. Au sein du mouvement, la commission *Juicio y Castigo* s'engage également à organiser des activités (réunions, marches, manifestations) en lien avec la justice et les procès dans lesquels sont inculpés des criminels de la dictature. Plus récemment, HIJOS manifeste régulièrement contre le gouvernement autoritaire et conservateur de Mauricio Macri.

– Conférence de Guillermo Amarilla Molino au lycée François Truffaut à Beauvais (France)



© Amandine Cerutti

Martín Fraga Paolucci, dont les deux parents ont disparu en Argentine en juin 1978, nous a fait part de son expérience au sein du mouvement HIJOS et a souligné la positivité de l'appartenance à ce groupe. Faire partie de cette sphère correspond, pour lui, à une stratégie résiliente :

J'ai rencontré beaucoup de camarades qui avaient des histoires semblables à la mienne. On se rend compte que ce qui nous est arrivé n'est pas une tragédie : des milliers de familles ont hélas vécu ce genre de choses en Argentine. Et le meilleur moyen de surmonter une telle situation est de s'intégrer à certains groupes en en parlant, de se joindre à d'autres personnes. Cela contribue aussi à la recherche individuelle de chacun ; tout seul, on a certaines limites et il est parfois très difficile d'avancer, mais en étant en contact avec davantage de personnes qui sont aussi dans cette recherche, les choses deviennent plus faciles. Je crois que cela a été pour moi la meilleure manière de canaliser mon histoire personnelle, de surmonter toute cette histoire, sans rester seul ni me lamenter sur ce qui s'était passé.

Entretien avec Martín Fraga Paolucci, Buenos Aires,
30 novembre 2012, traduit par nos soins.

Au Chili, à la fin des années 1980, se formera le groupe *Jóvenes Familiares de Víctimas de la Represión* (JFVR), puis, quelques années plus tard, un autre groupe de fils et filles de disparus inspiré de HIJOS (voir ci-dessus le témoignage de Natalia Chanfreau Hennings).

Insistons enfin sur la force et la résilience avec lesquelles fils et filles de disparus se racontent, racontent leur parcours, leur quête identitaire, leur histoire familiale. Avec, le plus souvent, une grande disponibilité et une volonté de faire connaître leur histoire au-delà des frontières géographiques. Aussi certains n'hésitent-ils pas à accepter de se rendre en France et en Europe pour témoigner au sein d'universités ou de lycées. Citons l'exemple de Guillermo Amarilla Molino, fils de disparus et enfant volé de la dictature argentine, qui s'est rendu en décembre 2018 en France, plus précisément à l'Université de Caen et au lycée François Truffaut de Beauvais (où nous enseignons) afin d'évoquer son parcours de vie et sa quête identitaire auprès d'étudiants et élèves français. Cette rencontre a donné lieu à de riches échanges, et suscité une vive émotion chez les lycéens, impressionnés par la capacité de Guillermo à « raconter des choses terribles avec le sourire », comme plusieurs d'entre eux l'ont dit à leurs professeurs.

Nombreux sont les descendants de disparus qui multiplient ce type d'échange, auprès de tous, en Argentine, au Chili et ailleurs. Dans une volonté de partage, de réflexion, en véritables passeurs de mémoires, afin que chacun puisse à son tour le devenir. Ils poursuivent le combat que leurs mères ou leurs grands-mères ont réalisé pendant plusieurs décennies. Ils incarnent une Amérique latine dont les cicatrices peuvent se rouvrir à tout moment, mais qui reste debout en dépit de son douloureux passé, en continuant de crier haut et fort « *¡Nunca más!* » (*Plus jamais !*). ■

BIBLIOGRAPHIE

- Ronnie Bonomelli et Angela Fedi, *Lutto, protesta, democrazia: per una lettura psicosociale di Madres de Plaza de Mayo, H.I.J.O.S e Herman@s*, Naples, Liguori, 2008.
- Amandine Cerutti, « Fils et filles de disparus en Argentine et au Chili : identité(s), mémoire(s) et résilience », Thèse de l'Université de Limoges, 2017, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01635240/document>.
- Cécile Delannoy et Catherine Vallee, *Vivre et grandir dans l'adoption, entre appartenances et quête d'identité*, Paris, La Découverte, 2012.
- Instituto interamericano de derechos humanos, *Atención integral a víctimas de tortura en proceso de litigio-Aportes psicosociales*, San José, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, 2007.
- Diana Kordon et Lucila Edelman, *Por-venires de la memoria: efectos psicológicos multigeneracionales de la represión de la dictadura: hijos de desaparecidos*, Buenos Aires, Asociación Madres de Plaza de Mayo, 2007.
- Gerardo Szalkowicz, *Norita, La madre de todas las batallas*, Buenos Aires, Sudestada, 2019.